**PROCES VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 9 JUILLET 2010**

QUESTIONS

présentées par le groupe « ETRÉCHY, ENSEMBLE ET SOLIDAIRES »

1. Restauration collective.

Nous réitérons notre demande d'investigations chez les prestataires : ne pourrait-on pas profiter du futur marché de la restauration scolaire pour intégrer une part en produits bio et en produits locaux dans les repas ?

Quel rôle sera tenu par la commission scolaire sur ce dossier ?

Réponse : le futur marché de la restauration scolaire concerne la fourniture de repas en liaison froide, et non la recherche de produits à transformer localement. Dans ce cadre, le cahier des charges peut prévoir (dans les conditions de base ou optionnelles) l'intégration d'une part de produits bio dans la confection des repas qui nous seront livrés. La question demeure par ailleurs de quantifier cette part pour l'inclure dans un Cahier des Charges... sachant que le choix de l'offre la mieux-disante doit être effectué sur des caractéristiques communes portées à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires.

Quant à exiger des produits locaux dans ces repas, il conviendrait de bien en définir les contours ? S'agit-il de préférer de manière générale le produit d'origine française, ou bien plus particulièrement de traiter avec des producteurs locaux ?

Or, les prestataires de fourniture de repas travaillent avec des centrales d'achat, traitent avec des fournisseurs référencés... Sachant que ces entreprises peuvent confectionner plusieurs milliers de repas par jours, il paraît difficile... et hautement improbable que, pour la seule commune d'Etréchy, elles aillent s'approvisionner sur un autre circuit pour confectionner des repas spécifiques à notre intention....

La Commission Scolaire, quant à elle, intervient en ce qui concerne l'organisation scolaire stricto sensu, portant notamment sur les questions d'effectifs, de dotations financières, de relations avec les enseignants sur les moyens à mobiliser. Par contre, la Restauration Scolaire reste un temps extrascolaire, qui ne rentre pas dans le champ de compétence de cette Commission.

2. Travaux de voirie et trottoirs.

La Commission d'appel d'offres s'étant prononcée les 6 et 8 juillet pour choisir l'entrepreneur chargé des travaux d'aménagement du parking de la gare et ceux-ci devant être exécutés en août, à quoi sert la Commission travaux alors que ce projet est déjà ficelé ?

Réponse : Je note et m'étonne qu'une question posée le 7 juillet évoque au passé une réunion qui se serait déroulée le 8 juillet.

Il s'agit de l'enfouissement des réseaux de l'actuel parking de la Gare, et non des travaux d'aménagements. Concernant les travaux d'aménagement, une esquisse a déjà été proposée en Commission travaux, et elle sera suivie d'autres réunions de Commission, au fur et à mesure des échanges en cours avec le Maître d'œuvre et le STIF.

La Commission d'Appel d'Offres à laquelle il est fait référence concerne l'enfouissement des réseaux pour lesquels la Commission Travaux a justifié, en son temps, de la nécessité d'une réalisation au cours de la période de moindre fréquentation des congés d'été.

3. Le plan de circulation "concerté".

Pourquoi avoir annoncé le 5 mai dernier une réunion publique avant fin juin alors que celle-ci n'a finalement pas eu lieu ? Quels sont les nouveaux éléments qui expliquent ce contretemps ?

Réponse : la période de fin juin a effectivement été une hypothèse évoquée pour la présentation d'un plan quinquennal Voirie – trottoirs, et non pas « Plan de circulation ».

L'état d'avancement du dossier n'a pas permis de respecter ce calendrier et oblige à un report à une date non encore arrêtée.

4. Collège, piscine.

L'acquisition du "savoir-nager" est une priorité nationale et l'obligation de savoir nager à la fin de la 3^e est détaillé dans le "Bulletin officiel de l'Education nationale" spécial n° 6 du 28 août 2008. Nos élèves risquent de payer cher l'absence de piscine à Etréchy et de dispositions pour lui suppléer puisque, à compter de la session 2011, si cette compétence n'est pas atteinte en fin de 3^e, l'élève ne peut obtenir son Diplôme national du brevet (Dnb).

Les premiers contacts que nous avons pris avec M. le Maire d'Etampes laissent entrevoir une possibilité de coopération dans ce domaine sous réserve des disponibilités de la piscine.

M. le Maire, allez-vous saisir cette opportunité qui est la seule issue réaliste avant que les horaires de sport au Collège et les créneaux d'accessibilité à la piscine d'Etampes ne soient verrouillés ?

ou bien prendrez-vous le risque de mettre en difficultés les élèves qui n'ont pas eu la possibilité d'apprendre à nager dans un cadre familial ?

Réponse : Comme vous le faites très justement remarquer, l'apprentissage de la natation doit être acquis en fin de 3^{ème}. Cet apprentissage peut donc être considéré comme étant partagé entre les écoles élémentaires et le Collège. L'accès à la piscine d'Etampes à laquelle vous faites allusion ne sera certainement pas possible à la fois aux écoles élémentaires et au Collège.

Parti est donc pris de faciliter l'accès du Collège, placé sous la responsabilité du Conseil Général. En ce sens, je répondrai favorablement à toute demande d'appui qui pourrait m'être présentée par le Principal du Collège.